



14 octobre : pour l'augmentation de nos pensions

Une nouvelle fois les retraité-es sont dans le collimateur, au moment d'établir les budgets de l'État et de la Sécurité sociale. Cela fait des dizaines d'années que nous sommes la cible de régressions sociales mises en place par les gouvernements successifs qui répondent ainsi aux injonctions patronales.

S'il s'agit de trouver des ressources supplémentaires, il y a d'autres solutions : d'une part, faire en sorte que les besoins communs soient définis de manière démocratique et non en fonction des impératifs de la classe dirigeante ; d'autre part, le système actuel organise l'enrichissement d'une minorité au détriment de la grande majorité de la population.

De l'argent il y en a, dans les poches du patronat !

Le financement des retraites et de l'ensemble de la protection sociale est possible en investissant, dans ces secteurs publics communs, l'argent actuellement privatisé par une infime minorité à travers l'exonération de cotisations sociales (86,8 milliards d'€ en 2025 !), les profits extravagants sur le dos de celles et ceux qui travaillent et ont travaillé (73 milliards de bénéfices pour les entreprises du CAC 40 au premier semestre 2026 !), etc.

Le minimum, c'est la revalorisation de toutes les pensions du montant de l'inflation ... comme le prévoit la loi (article L 161-23-1 du Code de la Sécurité sociale) !

L'urgence est à une revalorisation conséquente, compte tenu des pertes de pouvoir d'achat cumulées depuis des années : sur ces 10 dernières années, l'inflation a été de 22,5%, tandis que les pensions n'étaient revalorisées que de 17,2%. Pour les personnes en retraite ayant subi l'augmentation de la CSG de 25 % en 2018, les pertes s'élèvent à 5,7 mois. On nous doit presque une demi-année, juste pour maintenir le pouvoir d'achat, et le gouvernement veut encore nous prendre plus ! C'est inacceptable !

Les annonces gouvernementales sont terribles pour

tous les retraité.es, puisque le premier ministre veut nous subtiliser 6 milliards d'euros, dans le budget 2027. Il veut supprimer l'abattement fiscal de 10%, en espérant diviser les plus modestes par rapport aux retraités moyens, et ne pas augmenter les pensions.

Ces annonces s'ajoutent à l'augmentation du coût de la vie estimée à 2,6%. Nous refusons ce budget de sacrifices, alors que le CAC 40 bat des records. De plus chacune et chacun d'entre nous sait bien que les caisses de retraites ne sont pas celles du gouvernement, elles sont le fruit du travail des salarié.es et des retraité.es, par les cotisations, et également par la CSG, impôt injuste, dont les employeurs sont exemptés.

Il faut imposer le retour à la situation d'avant 1987, la revalorisation selon l'évolution du salaire moyen, ce qui assure une solidarité avec les actifs et actives.

La lutte commune est primordiale, c'est pourquoi nos organisations soutiennent notamment les mobilisations des personnels des services départementaux d'incendie et de secours à compter du 25 septembre, celles de la fonction publique qui vient d'avoir lieu le 29.

Le 14 octobre, une réunion du conseil d'administration de l'AGIRC-ARCO va décider du niveau de la revalorisation annuelle des pensions retraite complémentaire pour les retraité-es ayant fait tout ou partie de leur carrière dans le privé. Depuis le 1er novembre 2025, 14 millions de retraité-es relevant du régime Agirc-Arrco ont subi un gel de leur pension complémentaire du fait exclusif du patronat. Ce gel a un impact d'autant plus important que la complémentaire Agirc Arrco représente entre 35 % et 60 % de leur retraite, suivant les catégories professionnelles. 40% des fonctionnaires polypensionnés, sont également impacté.es par cette caisse

Ce 14 octobre, nos organisations appellent à des rassemblements pour exiger la revalorisation de toutes les pensions !

Donnons un coup d'arrêt à ces attaques successives

Rassemblons-nous le 14 octobre à 12 h Place de la Bastille, à Paris pour se rendre en manifestation sous les fenêtres du conseil d'administration de l'AGIRC-ARCCO, non loin de là.